



28 septembre 2011

**Direction du Partenariat International  
Service Afrique et Océan Indien**

## *Les mouvements sociaux africains*

Par Philippe Mayol, responsable du service Afrique

---

Coïncidant avec l'apparition de nouvelles formes de militantisme au début des années 2000 en Europe (comme la création en 1998 en France de L'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (ATTAC)) un changement s'est opéré à la même période dans la manière dont les associations africaines ont abordé les enjeux politiques de développement et dans la façon dont les alliances entre acteurs africains ont évolué. Les mobilisations internationales contre les Institutions Financières Internationales de la fin des années 90 (comme Seattle en nov. 1999), les enjeux de taxations financières soulevés par ATTAC, les campagnes pour l'annulation de la dette (Jubilee 2000), le processus du Forum Social Mondial (FSM) démarré en 2001 et la campagne « Publiez ce que vous payez » ont agi en toile de fond comme une onde de transformation des pratiques d'engagement du milieu associatif africain qui se propage – lentement mais sûrement - depuis une décennie.

Ce processus FSM et ces campagnes internationales ont motivé l'engagement de militants africains sur des sujets complexes et jusqu'alors peu abordés comme ceux liés à la gouvernance économique et politique. Mais ils ont surtout permis une créativité dans les alliances Sud-Sud et Nord- Sud. Les acteurs associatifs sont sortis de leurs familles habituelles pour aller vers d'autres. L'alliance initialement perçue comme facteur de coordination et de mutualisation de moyens est devenue une alliance multi acteurs avec une force de mobilisation sociale sans précédent.

Ce bouillonnement mondial du début des années 2000 a été sans aucun doute inspirateur des mobilisations africaines comme celles pour une meilleure transparence financière dans la gestion des Etats (comme Dynamique Citoyenne au Cameroun sur le mécanisme français de reconversion de dette (C2D) ou sur un regard citoyen quant à l'élaboration du budget de l'Etat camerounais, mais aussi sur les Biens Mal Acquis, etc.). Citons aussi les mobilisations dans une vingtaine de pays (comme le Mali, la Zambie ou bien encore l'Ethiopie) contre les Accords de Partenariat Economique prévus avec l'Union Européenne. Mentionnons également la mobilisation au Niger, au Bénin, en Guinée Conakry et dans 6 autres pays d'Afrique de l'Ouest en faveur de la défense de la biodiversité africaine et contre l'introduction des Organismes Génétiquement Modifiés (OGM) présentés comme solution aux enjeux agricoles africains.

Cette coalition s'est également investie pour alerter les gouvernements africains sur les risques liés à la privatisation (via des brevets), par des firmes occidentales, du patrimoine végétal africain (comme l'oignon Violet de Galmi au Niger, le piment jaune du Burkina, la pastèque de Kaolack).

Ce dynamisme associatif a aussi été rendu possible par un contexte politique favorable. :

- Le processus de démocratisation post-guerre froide des années 90 a créé des opportunités et des espaces de parole,
- la montée en puissances des pays émergents comme la Chine, l'Inde, le Brésil, le Nigeria et l'Afrique du Sud ont modifié (et dans certains cas fragilisé) les jeux d'alliance entre les pouvoirs en place et les puissances occidentales comme la France ;
- Des régimes autocratiques africains vieillissants et n'arrivant pas à évoluer.
- Une asphyxie sociale des populations de plus en plus importante comme en témoignent les émeutes de 2008 (dites « de la faim » mais qui sont d'abord des émeutes sociales sur fonds de revendications politiques comme par exemple les émeutes à Douala (Cameroun) en 2008). Impasse sociale qui ne peut que susciter un sentiment de révolte et de volonté de changement de la part des populations.

### **Quelques repères chronologiques sur ce dynamisme associatif africain.**

Nous le savons, le dynamisme associatif africain a une longue antériorité comme en témoignent les fortes mobilisations sociales, culturelles et même politiques entre la seconde guerre mondiale et les indépendances. Sans remonter aussi loin dans l'histoire, voici quelques repères chronologiques (post indépendance) permettant de mettre en regard enjeux politiques et mobilisation des organisations de la société civile africaine.

#### ***Années 60- 70 : Indépendances des pays africains et restrictions des libertés publiques***

Au lendemain des indépendances, les élites africaines s'emparent des rênes de l'Etat. Afin de consolider leur pouvoir fragile, elles font de l'unité nationale leur préoccupation affichée majeure. Elles cherchent à légitimer leur pouvoir en se portant garantes de l'unité nationale et éviter ainsi l'éclatement de l'Etat nouvellement indépendant. Au nom de cette unité nationale s'engage une lutte contre les revendications identitaires. C'est au nom de la construction de l'Etat-nation que l'instauration du parti unique est justifiée, entraînant ainsi la suppression des libertés et la restriction des droits fondamentaux, notamment ceux liés à la libre expression et à la liberté d'association et de réunion. Le contrôle de la parole publique interdit l'accès des citoyens à la prise de décision, malgré l'existence d'une Assemblée nationale et la tenue d'élections. Les régimes post-coloniaux confisquent la démocratie et donc la souveraineté du peuple, pourtant promise à l'indépendance.

Les Etats africains sont intégrés dans un monde en pleine Guerre froide. Ils doivent se positionner par rapport aux deux blocs : certains optent pour le socialisme à l'image de la Guinée de Sékou Touré, d'autres au contraire fortifient leurs liens étroits avec des pays occidentaux à l'instar de la Côte d'Ivoire d'Houphouët-Boigny, enfin certains rejoignent le camp des non alignés à la suite de la conférence de Bandung (1955) tel que le Ghana. L'Afrique devient le lieu des conflits interposés entre les blocs communiste et occidentaux. Les anciennes puissances coloniales s'ingèrent alors dans les questions politiques internes pour soutenir ou déstabiliser des régimes. Certains régimes, victimes de déstabilisations venant de l'extérieur, se durcissent face à la menace. D'autres profitent de leur alliance à l'Occident pour s'affirmer et renforcer leur pouvoir au détriment de la démocratie et des droits de l'homme. Par le jeu des alliances, la Guerre froide a renforcé des régimes dictatoriaux et a permis leur maintien.

Le fait associatif est de fait limité par ces restrictions démocratiques et se cantonne aux organisations traditionnelles et d'entraide (autour des obsèques, des mariages, etc.), à des associations de quartiers ou de villages (culturelles, sportives, etc.) et bien sûr à des projets de développement qui restent assez limités dans leur rayonnement géographique et assez faibles dans leur capacité de transformation sociale. Le rôle des Eglises chrétiennes est alors important au cours de cette période. Leurs influences et leurs implantations territoriales leur permettent de développer des actions sociales, culturelles, caritatives et de développement, mais aussi de maintenir des marges de manœuvre vis-à-vis des gouvernements pour créer des espaces de conscientisation citoyenne (via les mouvements d'action catholique par exemple).

### ***Années 80 : Démantèlement de la puissance étatique (service publics, etc.) et montée en puissance des ONG***

Les années 80 marquent l'échec des modèles économiques et politiques issus des indépendances. Il n'y a pas eu rupture profonde avec le modèle économique développé par les puissances coloniales (France, Belgique,...). Les spécialisations en matière d'industries extractives ou de productions agricoles sont toujours celles développées durant l'époque coloniale. L'objectif est d'abord de produire pour exporter et répondre aux besoins du marché international (en priorité l'ancienne métropole). Du fait de l'explosion de la demande (Trente Glorieuses dans les pays développés), les pays africains s'endettent pour développer leurs appareils productifs. Mais le ralentissement de l'économie mondiale au cours de la décennie 1970-1980 casse cette dynamique. Les états africains entrent dans des situations économiques difficiles. La spirale de la dette commence.

Les Etats africains et leurs créanciers font alors appel aux Institutions Financières Internationales (Fond Monétaire International et Banque Mondiale) pour renflouer les Etats. En contrepartie ceux-ci sont obligés de se mettre sous la tutelle de ces IFI et de mettre en œuvre des plans de rigueur et de rationalisation des dépenses publiques. La dette des pays africains explose et

ceux-ci entrent dans une crise économique profonde qui perdure jusqu'à aujourd'hui. Les années 80 marquent également au niveau mondial la montée en puissance du modèle libéral qui appelle à la dérégulation de l'économie et à l'affaiblissement de la puissance publique, perçue comme contraignante pour le développement des échanges économiques et financiers. Les Etats africains surendettés et soumis aux restrictions des IFI ne sont plus en capacité d'agir pour répondre aux besoins sociaux et économiques des populations.

De nombreux pays africains sont confrontés à des crises sociales profondes. Les services autrefois proposés par la puissance publique aux populations (eau, école, santé, etc.) s'écroulent faute de financements ou sont privatisés. Nous assistons alors au passage d'une situation de monopole public (qui fonctionnait il est vrai mal) à une situation de monopole privé excluant les populations les plus pauvres et les zones géographiques isolées (comme les campagnes).

Le milieu associatif africain se transforme avec la montée en puissance et la professionnalisation des ONG de développement africaines et internationales. Celles-ci développent des activités de prestation de services pour répondre aux urgences sociales liées au retrait de l'Etat des secteurs sociaux et à l'absence de politiques de développement d'envergure.

### ***Années 90 : Fin de la guerre froide : la société civile au cœur des enjeux démocratiques***

En réaction à la situation économique dramatique des pays africains, des émeutes sociales apparaissent un peu partout sur le continent (Bénin, Cameroun, Congo, etc.). Ces émeutes se transforment en contestations des régimes politiques en place. Encouragées par les conséquences de la chute du mur de Berlin (Discours de la Baule du Président Mitterrand<sup>1</sup>, la fin de l'apartheid, etc.) une nouvelle ouverture démocratique apparaît sur le continent (Conférences nationales comme celle au Zaïre (1990-1992), avènement du multipartisme comme en Côte d'Ivoire (1990), etc.).

Ces nouveaux espaces démocratiques encouragent l'engagement citoyen. Emergence de nouvelles organisations de la société civile (OSC) autour des enjeux en matière de Droits de l'Homme, des enjeux syndicaux (avec la fragmentation de ce secteur), des enjeux sociaux, etc.

Nous assistons à une radicalisation des mouvements sociaux face aux échecs des transitions politiques dans certains pays (comme le Cameroun) mais également à une dichotomie entre une société civile « politisée » mais qui reste principalement urbaine et intellectuelle et l'explosion d'un milieu associatif plus populaire (en zone rurale et urbaine)

---

<sup>1</sup> Discours prononcé en juin 1990 par le Président français lors de la 16<sup>ème</sup> conférence des Chefs d'Etats d'Afrique et de France et qui annonçait les orientations de la France en faveur de la démocratie en Afrique.

### ***Années 2000 : la naissance des mouvements sociaux africains***

Les campagnes pour l'annulation de la dette au début des années 2000 et l'apparition du Processus du Forum Social Mondial ont permis :

- o De nouvelles alliances Nord /Sud, Nord/Nord et Sud/Sud et l'apparition d'une société civile mondialisée ;
- o Un décloisonnement des familles d'acteurs et un renforcement des mouvements de base.

Ce foisonnement altermondialiste entraîne une mobilisation des organisations de la société civile vers une approche politique des enjeux de développement :

- Face aux défis de la mondialisation, elles demandent des régulations nationales et mondiales
- Elles se mobilisent (et sont force de proposition) dans leurs pays en faveur de nouveaux pactes sociaux

Apparaissent alors de nouveaux types d'acteurs associatifs / de nouvelles alliances / de nouveaux concepts / de nouvelles formes de mobilisation. L'altermondialisme - en tant que force citoyenne qui propose des valeurs sociales et environnementales comme moteur d'une mondialisation au service du développement humain - s'ancre petit à petit dans la réalité africaine.

### ***Depuis 2000 : une société civile en dialogue avec les décideurs***

La montée en puissance des pays émergents (Brésil, Russie, Inde ou Chine par exemple) modifient les jeux d'influences internationaux vis-à-vis du continent africain ;

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) adoptées en 2000 par les pays membres de l'Organisation des Nations Unies sont un exemple de convergences, de structurations et d'uniformisation des actions et des discours de tous les acteurs de développement (OSC, Etats, IFI, coopérations internationales, etc.). Les normes démocratiques se formalisent et s'universalisent, etc.

Tout ceci entraîne une évolution au sein des OSC dans leurs discours / leurs approches pratiques / leurs relations avec la puissance publique

Nous observons le passage d'un discours revendicatif des OSC à une volonté d'agir et d'être force de proposition (contre pouvoir, diplomatie non gouvernementale, demande de nouveaux modèles de gouvernance, etc.) Citons par exemple la mobilisation en 2002 de plus de 150 associations tchadiennes rassemblées au sein du Comité de Suivi de l'Appel à la paix et à la réconciliation (CSAPR, partenaire du CCFD – Terre Solidaire) et appelant à un véritable processus de paix au Tchad tout en interpellant la France sur son rôle

et ses responsabilités dans l'état de crise politique récurrente que connaît le pays depuis son indépendance.

### ***Quelles pourraient être les prochaines étapes ?***

- La crise d'un modèle de société basé sur une économie fondée sur l'utilisation d'une énergie quasi gratuite et abondante (le pétrole) et les déséquilibres observés entre l'Humanité et sa biosphère vont obliger les mouvements sociaux africains à se positionner dans les recherches d'alternatives autour d'enjeux comme la relocalisation de l'économie ou le développement d'une agriculture durable, créatrice d'emploi et respectueuse de l'environnement. Comment vont-ils aborder ces enjeux ? Le feront-ils seuls dans une logique panafricaniste ou dans une logique plus universelle (Nord/Sud, Sud/Sud) ?
  
- La puissance - excessive - du capitalisme financier qui dépasse celle des Etats (et donc marginalise les représentations citoyennes) a déjà des impacts sur les populations africaines. Par exemple, nous ne pouvons que constater l'impuissance des populations africaines face à l'irresponsabilité sociale et environnementale des nombreuses entreprises extractives (avec la complicité de certains décideurs politiques africains) qui opèrent sur le continent. Ces entreprises contrôlées par des grands groupes internationaux ou des fonds souverains sont juridiquement inatteignables par ces populations du fait de la complexité des ramifications entre la société mère et ses filiales). L'insécurisation foncière des paysans - liée aux accaparements massifs de terre et à l'orientation très forte des usages du foncier vers des productions agricoles destinées aux agrocarburants - n'a jamais été aussi préoccupante. Autre exemple, la spéculation sur les denrées alimentaires au niveau mondial compromet la sécurité alimentaire des mégapoles africaines dépendantes des importations pour se nourrir, et perturbe également le cours des marchés locaux approvisionnés par les producteurs locaux. De quelles manières les mouvements sociaux africains vont-ils se positionner dans l'avenir :
  - La société civile va-t-elle construire des alliances de circonstances avec les Etats pour lutter contre cet « ennemi commun » que sont les excès des entreprises multinationales ? Comment va-t-elle le faire ? L'exemple des mobilisations contre les OGM (via la COPAGEN – voir infra) est encourageant. Les mouvements paysans et les ONG d'appui au monde rural ont obtenu des Etats ouest africains un moratoire contre les introductions des OMG par les grande firmes internationales. Moratoire qui s'est réalisé par une alliance avec les parlements locaux).
  - Les excès de la mondialisation vont-ils créer dans les sociétés africaines un repli identitaire peu propice aux changements sociaux ? Les OSC sauront-elles re-territorialiser les débats pour construire des alternatives ?
  - Les OSC rurales vont –elles rejoindre les mobilisations citoyennes pour peser contre ces nouveaux risques ou resteront-elles marginalisées ?

Autant de questions difficiles à répondre, mais qui prouvent qu'en Afrique aussi, des hommes et des femmes se battent pour un avenir meilleur. Bien sûr, le processus des forums sociaux – souvent présenté comme la vitrine de l'altermondialisme- n'a pas imprégné l'ensemble de la société civile d'Afrique sub-saharienne et principalement celle située à l'échelon local. La tenue du dernier Forum Social Mondial (FSM) à Dakar en février 2011 a d'abord – et logiquement - mobilisé le tissu associatif du Sénégal, du Sahel et un peu celui de l'Afrique de l'Ouest. En dehors des cercles déjà impliqués (associations nationales ou groupes d'intellectuels principalement ouest africains et sud-africains) ou déjà initiés à ce processus (ayant participé à des rencontres passées comme le FSM de Nairobi en 2007), le FSM compris dans sa dimension de processus continu de mobilisation sociale (pour promouvoir un autre modèle de société) reste peu perçu et connu en Afrique.

Mais même si ces militants n'inscrivent pas leurs nouvelles formes de mobilisation et d'alliances dans un processus « labélisé » FSM ou altermondialiste, il nous faut comprendre ces dynamiques sociales comme autant de volonté de promouvoir des valeurs sociales et environnementales au service du développement humain avec une volonté non seulement d'agir sur les conséquences de ces dérangements mais également et surtout sur leurs causes pour promouvoir des changements profonds de société. Ainsi, lors des dernières mais très délicates élections générales au Burundi, comment ne pas reconnaître la mobilisation courageuse de ces jeunes burundais. Accompagnés par des associations d'éducation populaire partenaires du CCFD – Terre Solidaire (Scouts, et Réseau des Jeunes en Action - REJA). Ils ont appelé la jeunesse à dépasser la peur et les traumatismes qui minent la société burundaise après plus d'une décennie de conflits, pour aller voter et ne pas se faire embrigader par les milices politiques ? Comment ne pas encourager le Forum des Amis de la Terre au Nord Kivu (Congo RDC) – également partenaire du CCFD – Terre Solidaire - à continuer à conscientiser ces chefs traditionnels, respectés et craints, mais dont le comportement a été - pour bon nombre d'entre eux – perçu par les populations comme un facteur aggravant la cohésion sociale et amplifiant les mécanismes d'insécurisation foncière des paysans locaux. Etc.

Ces causes de mal développement auxquelles ces militants africains font face sont structurelles mais également profondément ancrées dans notre quotidien. Ces changements de société auxquels ces hommes et ces femmes aspirent est aussi le nôtre. Il nous faut donc continuer à agir avec eux pour que l'ensemble des territoires du continent africain soient animés par des forces sociales en capacité de dépasser les simples actions de prestation de services et pour amplifier leurs actions vers la promotion de nouvelles formes de cohésion sociale et de développement social et économique.

## Quelques exemples de mobilisations sociales en Afrique

### Au Mali :

Ce pays peut être véritablement considéré comme un laboratoire de l'altermondialisme africain. La vivacité de ses mouvements sociaux, leur créativité et leur inventivité dans leurs actions sont à souligner. Citons comme exemple :

- Les mobilisations contre la privatisation du rail en 2005 (Collectif citoyen pour la restitution et le développement intégré du rail malien),
- Les mobilisations sur les conditions d'exploitation de la mine d'or de Sadiola,
- L'opposition des paysans depuis 2006 à l'introduction des OGM dans l'agriculture malienne par la Coalition pour la Protection du Patrimoine Génétique Malien (COPAGEN-Mali) , etc.),
- La sensibilisation des paysans sur un sujet aussi complexe que les Accords de Partenariat Economique avec l'Union Européenne, et la mobilisation de la Coordination Nationale des Organisations Paysannes du Mali (CNOP – membre du ROPPA<sup>2</sup>) pour une politique agricole favorable aux agricultures familiales et à la protection des marchés (Loi d'Orientation Agricole)
- C'est en outre au Mali que s'est déroulé pendant neuf années le Forum des Peuples<sup>3</sup>. Ce rassemblement a été organisé en contre point des G8/G20 et a rassemblé des centaines d'organisations populaires d'abord du Mali puis petit à petit de la sous-région. Le Forum des Peuples de par sa philosophie, sa force de mobilisation auprès des organisations de base et sa fréquence a été quasi unique sur le continent. Aucun autre rassemblement aussi populaire (et rassemblant à chaque événement plusieurs milliers de participants) et abordant des sujets aussi stratégiques (comme la dette, les Accords de Partenariat International, la biodiversité, etc.) n'a été organisé avec la même fréquence en Afrique.

Ainsi, si on considère l'incroyable mobilisation des organisations de base, des mouvements paysans, des associations de femmes, etc. lors du Forum Social Mondial polycentrique de Bamako (2006), on peut considérer que ce premier événement FSM sur le continent africain a été une réussite. Succès qui n'a été possible que grâce à la vitalité des mouvements sociaux maliens et à leur parfait ancrage dans les territoires et au sein des communautés.

### Au Niger

En mars 2005, apparaissait dans ce pays sahélien la « Coalition équité, qualité et lutte contre la vie chère ». La caractéristique de cette coalition était d'être constituée par une base sociale très forte structurée autour d'une trentaine d'organisations de la société civile issues des milieux syndicaux, des associations de défense des consommateurs, de défense des droits de l'Homme et des organisations impliquées dans des projets de développement, etc.

Cette coalition naît en réaction à une proposition de loi rédigée par le gouvernement nigérien proposant de faire passer la TVA sur les produits alimentaires - dont ceux de première nécessité - à 19 %. La fixation de ce taux de

---

<sup>2</sup> ROPPA : Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest. Partenaire du CCFD – Terre Solidaire

<sup>3</sup> Le CCFD – Terre Solidaire a soutenu à de nombreuses reprises ces événements.



TVA est un élément du plan de réforme économique souhaité par les Bailleurs de fonds internationaux afin d'assainir les comptes publics d'un pays fortement endetté et faire passer le ratio recettes budgétaires / PIB de 7,8% fin 1990 à 17% en 2012 ). L'ampleur et le dynamisme de cette coalition prennent de court les pouvoirs politiques locaux et les observateurs internationaux. Pourtant, la détresse ancienne et profonde des couches populaires était palpable. La majorité de la population était confrontée depuis de nombreuses années à des logiques de survie épuisantes, avec une capacité de résilience moindre pour surmonter ces difficultés. Ce mouvement s'inscrivait également dans un contexte politique et démocratique restreint où la société civile se cherchait et était en quête d'espaces et de marges de manœuvre pour structurer et exprimer des revendications d'intérêt général.

Cette crise de 2005 a été annonciatrice des émeutes sociales de 2008 dites « de la faim ». Mais elles ont également été très structurantes pour les mouvements sociaux nigériens pour contribuer au renforcement de la démocratie dans ce pays.

Une étape importante dans la structuration du mouvement social au Niger a été la création en septembre 2001 de l'organisation Alternative Espaces Citoyens<sup>4</sup> par un groupe d'intellectuels (journalistes, militants, etc.). Elle est petit à petit devenue le marqueur du mouvement social au Niger. Citons par exemple, sa mobilisation remarquée dans :

- Le démantèlement du service public de l'enseignement supérieur en 2001,
- la privatisation et l'augmentation des tarifs de l'eau potable en 2002,
- l'invasion de l'Irak en 2003,
- la fiscalisation des produits alimentaires de première nécessité en 2005
- etc.

Alternative Espaces Citoyens a été à l'initiative de l'organisation du 1er Forum Citoyen en 2002, du Forum Social Nigérien en 2003. Ces activités de concertation et de réflexion ont réuni des centaines de personnes du Niger et d'ailleurs, et ont été les premiers rassemblements altermondialistes au Niger.

Alternative Espaces Citoyens fait partie des fondateurs et des organisations actives du Forum Social Nigérien et de la Coordination Démocratique de la Société Civile Nigérienne (CDSCN). Deux plates-formes qui rassemblent d'autres organisations qui comptent dans le paysage associatif nigérien comme le Réseau National Dette et Développement (RNDD), l'Organisation Nigérienne pour le Développement à la base du Potentiel Humain (ONDPH), le Réseau des Journalistes pour les Droits de l'Homme (RJDH), la Confédération Démocratique des Travailleurs du Niger (CDTN), etc..

Autre réseau intéressant à mentionner pour illustrer la vitalité des mouvements sociaux au Niger, le Réseau des Organisations pour la Transparence et l'Analyse Budgétaire (ROTAB – Publiez ce que vous Payez Niger).

---

<sup>4</sup> Partenaire du CCFD – Terre Solidaire

L'ensemble de ces associations, rassemblées dans ces réseaux et ces plateformes ont été très actives en 2009 pour dénoncer la révision de la constitution par le Président Tandja, puis pour militer pour un retour à l'Etat de Droit entre le coup d'Etat militaire de février 2010 (qui a chassé Mamadou Tandja du pouvoir) et le référendum constitutionnel d'octobre 2010 qui ouvre la voie à une série de scrutins censés clôturer la transition militaire. Enfin, ces mouvements sociaux sont actifs pour appeler à un sursaut citoyen face à la détérioration sécuritaire dans le Nord du pays observée depuis 2 ans du fait des attaques menées par AQMI et aux réponses militaires apportées par les autorités nigériennes mais également étrangères (françaises en l'occurrence).

## **Au Sénégal**

Léopold Sédar Senghor, Mamadou Dia sont deux leaders sénégalais parmi tant d'autres qui témoignent de l'ancrage historique du dynamisme des mouvements sociaux sénégalais. Le Sénégal est peut être le pays africain où le tissu associatif est le plus actif dans les communautés mais également dans le dialogue exigeant avec l'Etat comme en témoigne l'influence de grands réseaux comme le Conseil des ONG d'appui au développement (CONGAD), le CNCR (Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux – membre du ROPPA), le Collectif national des pêcheurs artisans du Sénégal, ENDA etc.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard que les mouvements sociaux sénégalais aient toujours été très actifs dans la structuration du mouvement altermondialiste en Afrique (via le Forum Social Africain par exemple).

Cette société civile a joué un rôle très important en 2000 en faveur de l'alternance politique (après 20 années de pouvoir, Abdou Diouf cède la Présidence à Abdoulaye Wade), et cette société civile n'a pas ménagé ses efforts pour contrer les dérives qui caractérisent la fin du deuxième mandat d'Abdoulaye Wade.

## **Un exemple de mobilisation sur un enjeu transversal : la Coalition pour la Protection du Patrimoine Génétique [végétal] Africain – COPAGEN**

La COPAGEN est un mouvement social et citoyen ouest-africain. C'est un réseau d'organisations de la société civile de 8 pays de l'UEMOA<sup>5</sup> (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo) + la Guinée Conakry et le Tchad. Elle comprend comme principaux acteurs, des Organisations paysannes et des ONG (dont des partenaires du CCFD comme Acord Mali, Acord Guinée, Inades Formation, l'Association des Organisations Professionnelles Paysannes du Mali (AOPP), etc.), des associations de consommateurs, des associations de développement, des syndicats, des mouvements des droits de l'homme, des organisations de jeunes, de femmes, des individus etc.

Le mouvement soutient les droits collectifs des communautés locales et des agriculteurs sur le patrimoine génétique africain, et rejette le génie génétique

---

<sup>5</sup> Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)

dans l'alimentation et l'agriculture. La mission de la coalition est d'œuvrer pour la sauvegarde du patrimoine génétique agricole africain, et pour une utilisation durable des ressources biologiques africaines, à travers la protection des droits des communautés locales et des agriculteurs.

Le message de COPAGEN est : « Oui pour une recherche scientifique indépendante qui valorise les ressources biologiques locales et les connaissances traditionnelles et endogènes dans l'intérêt des petits agriculteurs et des consommateurs africains, non au brevetage du vivant et aux OGM face à tous les risques avérés et potentiels actuels qui y sont attachés. »

La COPAGEN se mobilise actuellement autour de 3 axes :

- Influencer les cadres réglementaires de biosécurité de la CEDEAO<sup>6</sup>, le CILSS<sup>7</sup> et l'UEMOA et plus particulièrement le Programme Régional de Biosécurité (PRB) qui sera commun aux 15 pays de la CEDEAO ainsi qu'à la Mauritanie et au Tchad. Les objectifs pour la COPAGEN est d'interdire (ou par défaut de réglementer de façon rigoureuse) l'utilisation et la dispersion de plantes OGM et de garantir le droit des communautés locales de vivre dans des zones sans OGM ;
- Organiser la résistance paysanne en Afrique de l'Ouest face aux accaparements de terres ;
- Reconnaître et défendre le droit des populations paysannes à produire et à améliorer leurs propres semences agricoles et interdire la privatisation, par des firmes internationales, des semences agricoles traditionnelles. L'enjeu semencier est primordial pour une réelle souveraineté alimentaire des pays ouest-africains.

La COPAGEN est soutenue par le CCFD – Terre Solidaire depuis 2006. Ce réseau est coordonné par le secrétariat d'Inades Formation basé à Abidjan.

La COPAGEN coordonne ses actions avec l'African Biodiversity Network qui organise la mobilisation paysanne en Afrique de l'Est et Australe autour des mêmes enjeux.

---

<sup>6</sup> Le Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) regroupe 15 pays : Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Léone, Togo

<sup>7</sup> Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) regroupe 9 pays : Burkina Faso, Cap Vert, Gambie, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad